



Le 8 JUIN 2018

contact@capen71.org – www.capen71.org

COMMUNIQUE

LOI AGRICULTURE & ALIMENTATION : UN RECU DESASTREUX POUR L'ENVIRONNEMENT, LA SANTE, L'AGRICULTURE, LE BIEN ETRE ANIMAL

Aveuglement idéologique, manque de courage politique, peur de perdre son « poste » ? Pas seulement : il s'agit maintenant pour la majorité des députés qui n'ont pas voté **l'interdiction du glyphosate** d'une complicité avérée avec les pollueurs patentés contre l'intérêt général et la santé publique.....mais aussi contre l'espoir d'une agriculture paysanne.

Il n'y avait aucun risque, sauf celui de fâcher des abattoirs industriels dans l'illégalité, de mettre fin à des pratiques barbares en imposant la transparence. Aucun risque non plus, sauf à fâcher des agro-industries devenues dangereuses, à imposer un étiquetage informant honnêtement les consommateurs. C'est l'alimentation industrielle vendue en grande surface qui est devenue un risque pour la santé. Ce sont les fermes-usines qu'il faut bannir comme mode de production. C'est le « secret des affaires » qu'il faut lever au lieu de le protéger.

Il y avait urgence à stopper une machine agro-industrielle, financière, dont les ¾ des français sont maintenant informés et conscients qu'elle constitue non seulement un danger pour leur alimentation quotidienne et donc leur santé, mais aussi dont les conséquences sont catastrophiques pour la biodiversité, le climat, le respect des animaux et les générations futures. C'est un sabotage honteux des orientations de la COP 21, du plan ECOPHYTO (2015), de la loi biodiversité...

Donner plus de temps aux empoisonneurs pour changer de logiciel ? Cela fait plus de 10 ans que ce temps leur a été donné, voire financé. Résultat ? L'usage des pesticides a augmenté au lieu de diminuer de 50 % ; plus de 90 % des cours d'eau sont contaminés, comme le sont les sols, légumes, les organismes humains ou animaux...30 % des colonies d'abeilles disparaissent chaque année en France. Que faut-il de plus pour reconnaître que l'agriculture industrielle est dans une impasse, qu'elle est devenue un danger imminent ? Que la destruction va plus vite que les solutions alternatives agro-écologiques qui sont à l'œuvre et ont fait la démonstration de leur efficacité.

Un temps précieux va être perdu pendant lequel la biodiversité accentuera sa chute libre. Pendant lequel il y aura des milliers de victimes, une accentuation des maladies liées à ces poisons et à l'autorisation de traitements à proximité des habitations.

Les associations environnementales(1) avaient pourtant largement participé à une concertation/consultation de plusieurs mois, faisant des propositions rejetées avec mépris. Le choix d'un petit cénacle politique était fait depuis longtemps, sous la pression des lobbies.

Car contrairement à ce disent Hulot, Travers, et leurs relais, les solutions alternatives auraient pu fonctionner immédiatement...si elles avaient reçu un message fort et clair d'encouragement. A la place du refus de tout dialogue et d'une régression inquiétante. Car il est peu probable que le Sénat corrige ces erreurs.

T.GROSJEAN

France Nature Environnement Bourgogne Franche-Comté

Fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement

MEFC - 7 rue Voirin - 25000 BESANCON

03 81 80 92 98 - contact@fne-bfc.fr - www.fne-bfc.fr